

Plus complémentaires que divergents

Le regard de Paris et Berlin sur la Russie

Eugène Berg*



La crise qui s'est nouée autour des événements ukrainiens, et principalement du rattachement de la Crimée et de la ville de Sébastopol, à la suite du référendum du 16 mars 2014 repose une nouvelle fois la question des rapports qu'entretiennent l'Allemagne et la France avec la Russie.

Unterschiedliche Perspektiven

Das deutsch-russische Verhältnis ist nicht das gleiche wie das französisch-russische – aus historischen, in Bezug auf die politischen Akteure persönlichen sowie aus ökonomischen Gründen, wie der Autor in seinem Beitrag ausführt. Red.

Les deux partenaires ne portent pas le même regard sur ces événements. La première différence qui s'impose est la dimension qui existe dans la relation entre l'Allemagne et la Russie d'une part, entre la France et la Russie d'autre part. C'est dès l'époque de Pierre le Grand, désireux de moderniser son vaste pays et d'en orienter les politiques en direction de l'Europe que l'Allemagne a commencé à jouer un rôle vital dans le développement économique et politique de la Russie. Lorsque Catherine II publia son manifeste en juillet 1763, laissant entrevoir de nombreux privilèges aux colons étrangers désireux de s'installer en Russie, c'est dans les territoires allemands que ce texte a eu la plus grande résonance. De Souabe, de Bavière, de Bade, du Palatinat et de quelques régions de la province du Rhin, mais aussi de l'Alsace, de la Lorraine et de la Suisse allemande, environ 29 000 paysans allemands s'installèrent en Russie, ce qui donna naissance à l'expression « Allemands de la Volga », un constat pas seulement historique, puisque dans les années 1990-91, au moment où disparaissait l'Union soviétique et que les différentes minorités nationales aspiraient à la souveraineté

sinon à l'indépendance, divers mouvements regroupant les communautés allemandes réclamaient un statut spécial destiné à attirer le capital et les technologies allemandes. Au 19^e siècle, environ un tiers des hauts postes gouvernementaux dans l'Empire était occupé par des Allemands, qui avec 1,8 million de personnes représentaient 1 % de la population. Cette importante minorité allemande, souvent des barons baltes, a laissé des traces durables. A titre d'exemple, l'ancien ministre du Développement économique de Boris Eltsine, actuellement patron du plus important groupe bancaire russe, la *Sberbank*, porte un nom bien allemand, German Gref. Dans la galerie de l'Ermitage présentant les portraits de tous les généraux ayant combattu Napoléon en 1812, on trouve deux généraux portant le nom de Berg, le même que portait un vice-ministre soviétique de la Défense... A ces liens humains s'ajoutèrent les liens de parenté et la sympathie qui lièrent les souverains et les gouvernants des deux pays. L'*Alexanderplatz* à Berlin porte le signe de l'amitié entre Alexandre I^{er} et Guillaume II. A Paris bien des noms évoquant des souvenirs historiques sont plus liés à des défaites russes (boulevard de Sébastopol, place du Trocadéro) ou des victoires soviétiques (Stalingrad) plus qu'ils ne témoignent de l'amitié personnelle entre les dirigeants des deux pays. Cette tradition d'amitié ou de respect et de proximité a resurgi d'abord lors de l'*Ostpolitik* du chancelier Willy Brandt en 1969, puis ultérieurement entre Helmut Kohl et Mikhaïl Gorbatchev, dont les bons rapports ont grandement facilité le

* Eugène Berg est ancien consul général de France à Leipzig et ancien ambassadeur.

processus de l'unification allemande. La France, qui avait pris une incontestable avance dans les relations avec l'URSS après le voyage du général de Gaulle à Moscou en juillet 1966, avec sa politique visionnaire de « *détente, entente et coopération* », a perdu sa suprématie après le départ du général de Gaulle en 1969, et elle ne la retrouvera plus. On a beaucoup mis en exergue les relations privilégiées entre Gerhard Schröder et Vladimir Poutine qu'aucun président français n'égalait, pas même le russophile et russophone Jacques Chirac. Quant à Angela Merkel, bien que ses rapports personnels avec le président russe soient plus réservés que ceux de Schröder, elle fait qu'elle ait passé son enfance en RDA et qu'elle s'exprime librement en russe (et que Poutine maîtrise fort bien l'allemand), crée une alchimie particulière. La chancelière allemande comprend mieux les ressorts psychotiques du président russe que ses homologues occidentaux. De plus, l'URSS (et aujourd'hui la Russie) a toujours entretenu des rapports plus aisés avec les gaullistes et conservateurs qu'avec les socialistes français, dont elle ne comprend pas toujours les motivations idéologiques et les engagements extérieurs. Tous les sondages menés auprès de l'élite et de la population russe classent régulièrement l'Allemagne parmi les pays amis, avec la Serbie, le Kazakhstan, la Chine et l'Iran, tandis que la France est qualifiée de pays « plutôt amical ».

Pour comprendre le regard que porte l'Allemagne sur les événements ukrainiens et le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie, il convient aussi de rappeler l'accord de Rapallo du 16 avril 1922 qui lia les deux dissidents politiquement isolés (l'Allemagne post-Traité de Versailles et l'Union soviétique que la France ne reconnut qu'en 1924, ce qui constitua longtemps un véritable cauchemar pour les chancelleries occidentales). Il est acquis qu'Angela Meckel a pris ses distances avec le régime de Vladimir Poutine en raison des ses orientations intérieures, mais elle a toujours usé d'un ton modéré, privilégié l'instrument diplomatique et considéré les « sanctions » comme *ultima ratio*. S'agissant de la Crimée – qui a résisté héroïquement à un long siège, infligé par la *Wehrmacht* en 1940-41, le poids du souvenir historique a certainement joué un rôle.

Des échanges déséquilibrés

Le poids des intérêts économiques et des échanges commerciaux réciproques joue également un rôle dans la perception que Berlin et Paris portent sur le comportement actuel de Moscou. Sans se référer aux spectres du passé (création d'un « vaste espace économique centre européen »), force est de constater que sur les quelque 300 milliards d'échanges bilatéraux entre l'Union européenne et la Russie, l'Allemagne, premier partenaire commercial de la Russie devant la Biélorussie et l'Ukraine, en représentait 76 milliards en 2013 contre 24 milliards en 2004. Elle importe 36 % de son gaz de Russie alors que pour la France cet apport n'est que de 17 %. Plus de 6 200 entreprises allemandes sont implantées en Russie faisant vivre 300 000 personnes en Allemagne, chiffre à peu près trois fois supérieur à ceux de la France. Mais ce n'est pas à l'aune de ces seuls intérêts commerciaux et financiers qu'il convient d'exprimer la divergence entre l'Allemagne et la France sur la Russie. Du fait de son passé et qu'elle ne dispose pas d'un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, l'Allemagne s'entient à une ligne diplomatique plus « modeste » privilégiant le dialogue, la coopération, l'entente à l'affrontement ou l'escalade verbale, même modeste. Consciente de son poids économique, de son attractivité, de la solidité de son modèle démocratique et son économie sociale de marché, elle ne poursuit pas sur l'engagement diplomatique qui reste une tentation bien française. Peu à peu, l'Allemagne assumera des responsabilités accrues sur la scène internationale notamment dans l'Est européen, mais elle le fera progressivement, modérément selon sa culture propre.

Différence de traditions historiques, équations personnelles des dirigeants, poids des intérêts économiques, culture diplomatique légèrement dissemblable, poids des communautés allemandes revenues de Russie en Allemagne, densité des relations culturelles, sociétés d'amitiés et forums d'amitié germano-russes ou franco-russes, autant de facteurs durables qui expliquent le regard plus complémentaire que divergent que posent la France et l'Allemagne sur la Russie d'aujourd'hui.